

MESURES DE SOUTIEN AUX AUTEURS CHORÉGRAPHERS

Fiche Covid-19

Centre national de la danse
Ressources professionnelles
+33 (0)1 41 839 839
ressources@cnd.fr
cnd.fr

CN D

Fiche Covid-19

Mise à jour : **31.01.2022**

Mesures de soutien aux auteurs chorégraphes

Face au contexte de crise sanitaire, fragilisant notamment les artistes auteurs, diverses mesures viennent leur apporter un soutien.

Aide des organismes de gestion collective (OGC) aux titulaires de droits d'auteurs et droits voisins

L'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 autorise les OGC (SACD, Sacem, Adami, Spedidam, ...) à utiliser les sommes normalement consacrées à leur action culturelle (aides à la production, diffusion, ...) pour le versement d'aides financières aux titulaires de droits d'auteur et droits voisins dont les revenus sont fortement affectés par la crise sanitaire et les annulations qui en découlent.

Fonds d'urgence solidarité SACD

Dans ce cadre, la SACD consacre un fonds au spectacle vivant, donc aux chorégraphes adhérents à la SACD qui ne disposent d'aucun revenu fixe (ni allocation retraite, ni salaire...).

Pour en bénéficier, l'auteur doit justifier de l'annulation de représentations d'un spectacle déclaré à la SACD et avoir perçu au minimum € 1200 de droits versés par la SACD en 2019.

L'aide est équivalente à la moyenne mensuelle des droits d'auteur SACD en 2019, plafonnés à € 600 par auteur.

Les demandes sont à adresser par mail à : fondsurgencesacdcrisesanitaire@sacd.fr

Plus globalement, les chorégraphes sont invités à se référer au [guide des démarches](#) mis en place par la SACD et se connecter à leur espace personnel sur le site.

Mesures complémentaires au Fonds de solidarité de l'Etat à destination des auteurs ^{mis} à jour le 07.07.21

Pour les autrices et auteurs de spectacle vivant ne remplissant pas les conditions pour prétendre au Fonds de Solidarité d'Etat (et dont les pertes de droits issus de la gestion collective ont été supérieures à 40% entre le 1er octobre 2020 et le 31 mars 2021 par rapport à une période de référence pouvant remonter sur 3 années), la SACD a mis en place un filet de sécurisation des revenus dans le cadre de nouvelles conventions avec le

ministère de la culture concernant le dispositif de prise en charge et de paiement par l'Etat des dettes de droit d'auteur des compagnies et structures privées.

Une partie de ces aides sera également orientée vers les auteurs et autrices émergents.
+ d'infos Nouveaux soutiens auteurs spectacle vivant - SACD

Mesures de soutien de l'Etat aux entreprises applicables aux artistes-auteurs

Un fonds de solidarité *mis à jour le 31.01.22*

Le décret n°2020-367 du 30 mars 2020 précise les modalités d'accès au fonds de solidarité en deux volets à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de l'épidémie de Covid-19.

Par un décret en date du 2 novembre 2020, le fonds de solidarité a été prolongé dans le cadre du second confinement.

Le 8 février 2021, le fonds de solidarité a été prolongé jusqu'au 30 juin 2021.

Pour les mois de juin, juillet, août et septembre 2021, trois décrets des 29 juin, 17 août et 14 septembre 2021 mettent en place une extinction progressive du fonds permettant d'accompagner les entreprises en cette période de levée des mesures sanitaires. Mais le fonds de solidarité est **prolongé** au titre des pertes du mois **d'octobre 2021**.

Pour les autrices et auteurs déclarant leurs revenus en BNC :

Les demandes d'aide pour l'année 2020 et de janvier à septembre 2021 sont closes

Pour **les mois d'octobre, novembre et décembre 2021**, sont concernées les autrices et auteurs :

- ayant débutés leur activité avant le 31 janvier 2021,
- ayant bénéficié du fonds de solidarité au moins un mois entre janvier et mai 2021
- ayant subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 10 % et qui justifient avoir réalisé au moins 15 % du chiffre d'affaires de référence
- d'être domiciliées dans un territoire soumis à l'état d'urgence sanitaire et ayant fait l'objet d'un confinement ou couvre-feu pendant au moins 20 jours.

Ces autrices et auteurs bénéficient d'une aide égale à 40 % de la perte de chiffre d'affaires (dans la limite de 20 % du CA de référence, ou de € 200 000)

Les autrices et auteurs bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou d'indemnités journalières de sécurité sociale peuvent bénéficier du dispositif sans limitation. Pour ces derniers, le montant de l'aide, correspondant à la perte de revenus, est diminué du montant des pensions de retraites et des indemnités journalières.

Les autrices et auteurs titulaires d'un contrat de travail à temps complet sur la période sont exclus du dispositif.

Les demande au titre du mois d'octobre, novembre et décembre devront être réalisées par voie dématérialisée au plus tard le 31 mars 2022.

Pour les autrices et auteurs déclarant leurs revenus en traitements et salaires : Les demandes d'aides pour l'année 2020 et de janvier à septembre 2021 sont closes. **Pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2021, les demandes d'aides devront être réalisée avant le 31 mars 2022.**

Les conditions sont les mêmes que pour les auteurs déclarants en BNC et le chiffre d'affaires s'entend comme le montant des droits d'auteurs avant application du précompte social et hors TVA. Le formulaire pour faire une demande est accessible sur le lien suivant : <https://formulaires.impots.gouv.fr/formulaire/> .

+ d'info [Décret n°2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité](#)

+ d'info [décret n°2021-1913 du 30 décembre 2021](#)

+ d'info [Décret n°2021-1582 du 7 décembre 2021](#)

+ d'info [Décret n°2022-77 du 28 janvier 2021](#)

Le traitement fiscal et social des aides versées au titre du fonds de solidarité (mesures entrant en vigueur de manière rétroactive au 21 mai 2020) :

Selon le I de l'article 1^{er} de la Loi n° 2020-473 de finances rectificative pour 2020, Les aides versées par le fonds de solidarité sont exonérées d'impôt sur les sociétés, d'impôt sur le revenu et de toutes les contributions et cotisations sociales d'origine légale ou conventionnelle.

En outre, le montant de ces aides n'entre pas dans le calcul pour l'appréciation des seuils de chiffre d'affaires prévus par le code général des impôts ouvrant droit :

- au régime simplifié de la micro-entreprise (article [50-0](#))
- à l'abattement forfaitaire pour les BNC (article [102 ter](#))

+ d'infos sur le fonds de solidarité :

[Décret n°2020-367 du 30 mars 2020](#)

Et : [Décret n°2020-394 du 2 avril 2020](#)

Et : [Décret n°2020-433 du 16 avril 2020](#)

Et : [Décret n°2020-552 du 12 mai 2020](#)

Et : [Décret n°2020-757 du 20 juin 2020](#)

Et : [Décret n°2020-765 du 23 juin 2020](#)

Et : [Décret n°2020-1048 du 14 août 2020](#)

Et : [Décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020](#)

Et : [Décret n°2020-1458 du 27 novembre 2020](#)

Et : [Décret n°2021-129 du 8 février 2021](#)

Déduction et réduction de cotisations sociales pour l'année 2021 mises en place par l'Urssaf (pour les travailleurs indépendants, micro-entrepreneurs et auteurs) *Mis à jour 06.09.21*

Les travailleurs indépendants et auteurs exerçant leur activité principale dans un des secteurs les plus touchés par la crise (listés à l'annexe 1 du décret du 30 mars 2020 et comprenant notamment : l'enseignement culturel, les artistes auteurs, les arts du spectacle vivant, la gestion de salles de spectacles et la production de spectacles, dit "secteurs S1"), peuvent bénéficier pour l'année 2021, d'une réduction forfaitaire de cotisations sociales. Nous sommes en attente d'un décret venant préciser les conditions et montant de réduction de cotisations au titre de l'année 2021.

+ d'infos [Loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

+ d'infos [Décret n°2020-1103 du 1er septembre 2020](#)

- + d'infos [Loi n°2021-953 du 19 juillet 2021 de finances rectificatives pour 2021](#)
- + d'infos [Urssaf Artistes-auteurs](#)
- + d'infos [Nouvel espace artistes-auteurs.urssaf.fr](#)

Étalement des dettes fiscales et sociales

Les artistes auteurs pourront demander à reporter leurs échéances sociales et/ou fiscales.

Mesures de protection sociale en faveur des artistes-auteurs mis à jour 06.05

Selon le site de l'assurance maladie, pour les artistes auteurs, le seuil des revenus annuels 2020 permettant l'indemnisation d'un arrêt de travail est abaissé à 600 Smic horaire (au lieu de 900).

Le montant de l'indemnité journalière reste calculé sur la base du revenu annuel le plus important (en 2019 ou 2020).

+ d'infos sur le site [Ameli.fr](#)

Qu'en est-il du paiement des droits d'auteur en cas d'annulation de représentations ?

Au regard du droit des contrats

Comme pour la question des contrats de cession de spectacle en cas d'annulation de représentations, le sort des contrats de cession de droits d'auteur et les obligations de versement qui en découlent dépendent des clauses prévues au contrat, de la date d'annulation et/ou de la formation de l'engagement entre les parties (même en l'absence de contrat signé).

+d'infos : voir la fiche Annulation de représentations et conséquences

La position du ministère de la Culture

Dans un communiqué de presse en date du 27 mars 2020, le ministre de la Culture invite, "au titre de la solidarité professionnelle, l'ensemble des acteurs [du secteur] à honorer autant que possible les engagements et contrats en cours afin que les artistes-auteurs ne voient pas leur rémunération « gelée » du fait de l'interruption d'activité".

Ceci représente une incitation et non une obligation.

+ d'infos : communiqué de presse du 27 mars 2020

Pour les entreprises de spectacles adhérentes au Syndeac

Le Syndeac et la **SACD**, en parallèle de leur accord de 2014 sur la gestion des droits d'auteur dans le secteur public, se sont penchés sur la situation de crise actuelle et partagent la position suivante (la SACD considérant comme date bascule le 1er mars 2020):

- Pour les spectacles annulés en application d'un arrêté préfectoral ou municipal et dont le contrat de cession de droits d'auteur a été signé avec l'auteur avant le 1er mars : pas de droits à payer, ni dédit (le dédit, prévu dans le traité général de la SACD et dans un l'accord Syndeac/SACD, est une indemnité versée à l'auteur en cas d'annulation partielle ou totale des représentations).

- Pour les spectacles pour lesquels un contrat de cession de droits d'auteur n'aurait pas été établi, il est envisagé que ce soit la date de publication du programme qui prenne valeur de point de départ de l'accord.
- Pendant cette période, les spectacles qui auraient été annulés en dehors de tout arrêté, donc sur décision unilatérale de l'une des parties, relèvent du cadre usuel d'annulation aux dépens de la partie décisionnaire, donc entraîne un dédit pour l'auteur.
- Enfin, pour les spectacles annulés dont la signature du contrat de cession de droit d'auteur ou l'officialisation de la programmation (cf. supra) est postérieure au 1er mars, l'accord entre les parties ayant été pris en connaissance de cause du risque, les droits d'auteurs sont dus.

En cas d'accord d'annulation et d'indemnisation du producteur au bénéfice de l'organisateur, pour garantir les salaires par exemple, la SACD est en droit d'utiliser ce montant comme assiette de calcul, afin de garantir un revenu aux auteurs.

Concernant la **Sacem**, leur position est très claire : "pas de représentation, pas de droits" (y compris en cas d'indemnisation de la compagnie, puisque c'est une somme qui serait versée sans représentation, or, la notion de dédit n'existe pas ici).

Le Syndeac précise que sur des dossiers conjoints (chorégraphie et musique, par exemple), les positions des deux organismes de perception n'étant pas similaires, un traitement sera fait au cas par cas. Il invite les adhérents à leur faire part de leurs difficultés.

+ d'infos : [Syndeac](#)

Date de mise à jour : **31.01.2022**